

ATTENDU QUE, conformément à cette disposition, le ministre des Finances a été consulté;

ATTENDU QU'il y a lieu qu'une somme de 60 000 000 \$ soit virée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre pour l'exercice financier 2020-2021;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QU'une somme de 60 000 000 \$ soit virée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre pour l'exercice financier 2020-2021.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74535

Gouvernement du Québec

Décret 482-2021, 24 mars 2021

CONCERNANT le versement d'une subvention de 20 700 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, à titre de fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de soutenir les employeurs en période de pandémie liée à la COVID-19

ATTENDU QUE la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est une personne morale instituée en vertu de l'article 138 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 136.3 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1) la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 136.2 de cette loi le Fonds est affecté notamment au versement des sommes ou prestations auxquelles peut avoir droit toute personne en vertu des lois que la Commission administre;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 136.5 de cette loi la Commission transfère au Fonds, au fur et à mesure, toute somme qu'elle perçoit à l'exception de celles qu'elle détient en dépôt conformément aux lois qu'elle administre;

ATTENDU QU'en raison du contexte économique afférent à la pandémie liée à la COVID-19 la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail a mis en œuvre des mesures d'assouplissement exceptionnelles en matière de santé et de sécurité du travail;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à verser une subvention de 20 700 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, à titre de fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de soutenir les employeurs en période de pandémie liée à la COVID-19;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit autorisé à verser une subvention de 20 700 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, à titre de fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de soutenir les employeurs en période de pandémie liée à la COVID-19.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74536

Gouvernement du Québec

Décret 484-2021, 24 mars 2021

CONCERNANT le versement d'une subvention de 11 000 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2020-2021, pour la mise en œuvre et l'exécution de mesures en matière de normes du travail

ATTENDU QUE la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est une personne morale instituée en vertu de l'article 137 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1);